

Voie de fait. - Notion.

Arrêt rendu par Tribunal des conflits

23 octobre 2000
n° 3227

Sommaire :
Compétence

Texte intégral :

Vu, enregistrée à son secrétariat le 21 juin 2000, la lettre par laquelle le garde des Sceaux, ministre de la Justice, a transmis au tribunal le dossier de la procédure opposant M. Habderrahim Boussadar au ministre des Affaires étrangères devant le tribunal de grande instance de Paris ;

Vu le déclinatoire, présenté le 14 avril 2000 par le préfet de police, tendant à voir déclarer la juridiction judiciaire incompétente pour connaître de la légalité du refus de visa opposé par l'autorité administrative à M. Boussadar, ressortissant marocain, car l'intéressé ne se trouvant pas dans l'obligation d'être présent en personne à l'audience du 19 avril 2000 au cours de laquelle la cour d'appel de Paris doit statuer sur l'opposition qu'il a formée à l'encontre d'un arrêt rendu par cette même juridiction le 12 octobre 1999, la décision administrative contestée n'a pas pour effet de porter atteinte au droit à un procès équitable reconnu par les stipulations de l'article 6 de la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales ; qu'en outre et en tout état de cause l'autorité administrative ayant agi sur le fondement des dispositions de l'article 5 de l'ordonnance n° 45-2658 du 2 novembre 1945 modifiée relative aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers en France et du décret n° 47-77 du 13 janvier 1947, le refus de visa ne saurait être regardé comme manifestement in-susceptible de se rattacher à un pouvoir de l'administration ;

Vu l'ordonnance de référé rendue le 18 avril 2000 par laquelle le premier vice-président du tribunal de grande instance de Paris a rejeté le déclinatoire de compétence et ordonné au ministre des Affaires étrangères de délivrer un visa à M. Boussadar pour lui permettre d'assister en personne à l'audience de la cour d'appel de Paris ;

Vu l'arrêté du 2 mai 2000 par lequel le préfet de police a élevé le conflit ;

Vu le jugement du 24 mai 2000 par lequel le tribunal de grande instance de Paris a sursis à toute procédure ;

Vu, enregistré le 21 juin 2000, le mémoire présenté par M. Boussadar, tendant à l'annulation de l'arrêté de conflit par les motifs qu'eu égard aux dispositions combinées des articles 410 et 493 du Code de procédure pénale sa présence à l'audience, au cours de laquelle la cour d'appel devait statuer sur l'opposition formée par lui à l'encontre d'un arrêt rendu par défaut par cette même juridiction le 12 octobre 1999, était obligatoire ; que le refus de délivrance d'un visa fait ainsi obstacle à l'exercice des droits de la défense, ce qui constitue une violation grave et manifeste de l'article 6 de la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales et par là même une voie de fait ;

Vu, enregistré le 13 juillet 2000, le mémoire présenté par le ministre des Affaires étrangères, tendant à la confirmation de l'arrêté de conflit par les motifs que le refus de visa ne porte pas atteinte à la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales dans la mesure où M. Boussadar, qui était sous le coup d'une interdiction du territoire français prononcée par le tribunal de grande instance de Créteil, pouvait se faire représenter par un avocat devant la juridiction saisie ; qu'en outre la compétence de l'autorité consulaire en matière de visa se rattache manifestement à l'exercice d'un pouvoir conféré par la loi à l'administration ;

Sur la régularité de la procédure :

Considérant qu'il résulte des articles 7 et 8 de l'ordonnance du 1^{er} juin 1828 que la juridiction qui rejette le déclinatoire de compétence doit surseoir à statuer pendant le délai laissé au préfet, ou au préfet de police lorsqu'il est compétent en vertu de l'ordonnance du 18 décembre 1822, pour, s'il l'estime opportun, élever le conflit ; qu'il s'ensuit que l'ordonnance du juge des référés du tribunal de grande instance de Paris en date du 18 avril 2000, en tant qu'elle statue au fond par la décision même qui écarte le déclinatoire de compétence, doit être déclarée nulle et non avenue ; que, toutefois, cette irrégularité n'affecte pas l'arrêté de conflit pris le 2 mai 2000 par le préfet de police, dans le délai légal de quinze jours suivant la notification du rejet du déclinatoire de compétence ;

Sur la compétence :

Considérant qu'il n'y a voie de fait justifiant, par exception au principe de séparation des autorités administratives et judiciaires, la compétence des juridictions de l'ordre judiciaire, que dans la mesure où l'administration soit a procédé à l'exécution forcée, dans des conditions irrégulières, d'une décision, même régulière, portant une atteinte grave au droit de propriété ou à une liberté fondamentale, soit a pris une décision ayant l'un ou l'autre de ces effets à la condition toutefois que cette dernière décision soit elle-même manifestement insusceptible d'être rattachée à un pouvoir appartenant à l'autorité administrative ;

Considérant qu'à supposer même que le refus de visa opposé à M. Boussadar, ressortissant marocain, puisse être considéré comme entaché d'illégalité, au regard notamment de l'article 6 de la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales, il est constant que la mesure litigieuse a été prise par l'autorité consulaire, agissant dans l'exercice d'un pouvoir conféré à l'administration par l'article 5 de l'ordonnance n° 45-2658 du 2 novembre 1945 modifiée, rapproché des stipulations des conventions internationales en vigueur ; qu'en conséquence la décision en cause ne saurait constituer une voie de fait ;

Considérant qu'il suit de là qu'il n'appartient qu'à la juridiction administrative de connaître de la légalité de la décision en date du 23 mars 2000 par laquelle le consul général de France à Fès a refusé à M. Boussadar le visa de court séjour qu'il sollicitait en vue d'être autorisé à comparaître en personne à l'audience au cours de laquelle la cour d'appel de Paris devait statuer sur l'opposition formée par lui à l'encontre d'un arrêt rendu, par défaut, par cette même juridiction le 12 octobre 1999, arrêt qui avait confirmé un jugement du 18 juin 1999 du tribunal de grande instance de Créteil statuant en matière correctionnelle, l'ayant condamné à une peine d'emprisonnement d'une durée de trois mois et à une peine complémentaire d'interdiction du territoire d'une durée de trois ans ; qu'ainsi c'est à bon droit que le préfet de police a élevé le conflit ;

Décide :

Art. 1^{er} : L'arrêté de conflit pris le 2 mai 2000 par le préfet de police est confirmé.

Art. 2 : Sont déclarées nulles et non avenues la procédure engagée par M. Boussadar contre le ministre des Affaires étrangères devant le tribunal de grande instance de Paris et l'ordonnance du juge des référés de cette juridiction en date du 18 avril 2000.

<p>Demandeur : Boussadar Défendeur : Ministre des Affaires étrangères Composition de la juridiction : MM. Genevois, rapp. ; Sainte-Rose, c. du g.</p>
<p>Mots clés : COMPETENCE * Répartition des compétences entre les deux ordres de juridiction * Compétence déterminée par un critère jurisprudentiel * Liberté individuelle * Voie de fait ETRANGER * Séjour * Refus de séjour PROCEDURE CONTENTIEUSE * Procédure d'urgence * Référé, questions communes * Tribunal des conflits * Conflit positif</p>